

# LE DEVOIR

Vol. LXXXIV - No 223

MONTRÉAL, LE LUNDI 27 SEPTEMBRE 1993

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c



**L'ENTREVUE**

**Alain Dancyger: le reconverti aux arts**

PAGE B 1

**LE MONDE**

**Boris se pavane sur la Place Rouge**

PAGE A 5



**CULTURE**

**Le Conseil québécois de la musique est né**

PAGE B 10

**TOURISME**

**À la recherche d'un lieu de bien-être et de travail**

PAGE B 4

**PERSPECTIVES**

## La valse des milliards

*Souffrez-vous d'«achiffisme»?*

Jean Dion

Jean Chrétien a promis de créer 500 000 emplois. Mais le programme libéral, avertit Kim Campbell, fera ajouter 100 milliards\$ à la dette publique en trois ans. Ce n'est pas aussi dramatique que la proposition du NPD, qui veut réduire le déficit de 8 milliards\$ en cinq ans, ou de Lucien Bouchard, qui parle de 10 milliards\$ dès la première année, mais on est encore loin de Preston Manning, qui éliminera le déficit en trois ans, deux de moins que Kim Campbell. Ouf!

Y a-t-il un mathématicien dans la salle? On est tenté d'espérer que oui, parce que les savants calculateurs qui occupent ces jours-ci les tribunes publiques ont de quoi donner le vertige.

Chaque campagne électorale, c'est dans l'ordre des choses, ramène son cortège de chiffres ronflants et sa valse des milliards. Des chiffres lancés de droite et de gauche, sur à peu près tous les sujets, et dont la caractéristique principale est l'apparence de scientificité. Mais cette fois-ci, on est en droit de se demander si on n'en offre pas plus que le client en demande.

C'est qu'en politique, les chiffres ont une portée ambivalente. On les craint et on les respecte, parce qu'à travers eux se profile la précision. Parce qu'ils sont l'argument massue, inattaquable à moins de se livrer à une laborieuse démonstration contraire.

Mais on les méprise aussi, parce qu'on sait parfaitement que c'est sous les millions et les milliards venus de nulle part qu'on peut le plus facilement se faire entendre sans espoir d'en sortir avant d'aller voter.

Dans un excellent essai intitulé *Innumeracy: Mathematical Illiteracy and its Consequences*, John Allen Paulos, prof de maths à l'université Temple de Philadelphie, s'attaque à l'«achiffisme», cette attitude relativement répandue qui consiste à être réfractaire à toute démonstration mathématique, même la plus simple. Un véritable handicap, dit Paulos, qui fera dire à quel qu'un — dans une seule et même phrase et sans se douter de l'énormité — qu'un traitement médical «échoue une fois sur un million et réussit dans 99% des cas».

Or si l'achiffisme a comme conséquences, par exemple, de rendre l'astrologie crédible et de justifier la peur de prendre l'avion, il a aussi des répercussions importantes sur la vie sociale et politique. Des données parfaitement absurdes peuvent circuler pendant des années sans que quiconque ne cherche à les vérifier.

Ce n'est pas différent en campagne électorale. Car même si les médias font de plus en plus l'effort de décortiquer les affirmations qui leur sont soumises, il se trouve encore des chiffres particulièrement coriaces pour passer à travers les mailles du filet.

Ainsi cette assertion incontournable de Kim Campbell, qui veut éliminer le déficit fédéral en cinq ans sans augmenter les taxes, sans «pelleter» la dette dans la cour des provinces et sans couper de façon majeure, du moins à ce qu'on en sait jusqu'à maintenant, dans les programmes sociaux. Quand on y regarde bien, on constate que cela n'a aucun sens. Mais la rumeur continue de filer...

Ainsi cette affirmation de Jean Chrétien, qui soutient que son programme, compte tenu d'un taux de croissance de 3 ou 4% au cours des prochaines années, allait permettre de créer quelque 500 000 emplois. On demande à voir!

Ainsi cette savante déclaration d'un professeur d'université, rapportée dans les journaux, selon lequel la démission de Robert Bourassa allait faire perdre au Bloc québécois «deux ou trois points» de pourcentage dans les intentions de vote. Ah bon?

Et ainsi de suite... Avec le résultat que les citoyens, baignant dans la confusion, en viennent eux-mêmes à développer des stratégies impossibles de réduction de la dette publique. Une douzaine de gens «ordinaires» invités récemment par le magazine *Maclean's* pour débattre de la question s'en sont bien rendu compte, eux qui n'ont — après un week-end de discussions soutenues — été capables de ne retrancher que 9 milliards\$ au déficit. Et on n'était que dans les hypothèses, pas dans la dure réalité!

C'est pourquoi, la prochaine fois que vous aurez envie d'abolir le Sénat, songez qu'il vous faudrait mettre la clé dans la porte de 582 Sénats pour enlever le déficit!

De toute manière, en jouant avec les chiffres, on en arrive vite à la conclusion que tout cet exercice est complètement inutile.

Constatez plutôt: le prochain premier ministre passera le tiers de son temps, soit l'équivalent de 122 jours, à dormir. Ajoutez quatre heures par jour, ou 61 jours, pour les repas. Comptez aussi trois mois de vacances, soit 90 jours, ainsi que les fins de semaine, soit 104 jours. Total: 377 jours!

Où prendra-t-on donc le temps de s'attaquer aux finances publiques?

# L'avance libérale se confirme

## Le Bloc obtient 45% au Québec, selon Crop

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Au Canada le Parti libéral mène avec cinq points d'avance sur les conservateurs (36% contre 31%), le Reform Party fait des percées et serait gagnant en Colombie-Britannique, et le NPD s'écroule partout.

Alors qu'au Québec le Bloc québécois domine totalement la situation avec 45% des intentions de vote.

Ce sont les principales données d'un grand sondage diffusé hier soir sur les ondes de Radio-Canada, réalisé par Crop au Québec et par Environics au Canada.

En nombre de sièges, ce sondage, selon les projections des sondeurs, donnerait entre 130 et 140 sièges aux libéraux, de 75 à 85 aux conservateurs, de 20 à 30 au Reform Party, de 45 à 55 au Bloc québécois et de 4 à 6 sièges seulement au NPD.

Ce sondage confirme des tendances qui étaient observées ce week-end, alors que deux autres sondages natio-

naux, un Gallup et un Léger et Léger, donnaient des interprétations assez similaires.

En terme d'échantillon le sondage de Radio-Canada est le plus important: il a été réalisé du 17 au 22 septembre dernier auprès de 3010 Canadiens, dont un millier de Québécois.

Et les personnes interrogées n'avaient pas encore nécessairement tiré toutes les conclusions des hésitations de la semaine dernière de la campagne de Kim Campbell...

Ce sondage pan-canadien accorde donc 36% des intentions de vote au Parti libéral, 31% au Parti conservateur, 13% au Reform Party, 11% au Bloc Québécois et 7% au NPD.

Samedi un sondage Gallup publié dans différents médias accordait 37% des intentions de votes aux libéraux, contre 30% aux conservateurs.

Constatation similaire avec un sondage Léger et Léger

VOIR PAGE A 10: AVANCE

**CANADA / FIN SEPTEMBRE**

	Radio-Canada	Gallup	Léger & Léger
PLC	36%	37%	34,3%
PC	31%	30%	28,4%
RP	13%	13%	15,1%
BQ	11%	10%	12,3%
NPD	7%	8%	6,6%
Autres	2%	2%	3,3%

## Jean Charest dans le ring contre le Bloc

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

En baisse dans les sondages, les conservateurs ont décidé de lancer Jean Charest dans le ring pour mener une lutte personnalisée et de tous les instants contre Lucien Bouchard du Bloc Québécois.

Même si les libéraux et conservateurs sont presque au coude à coude au Québec, la machine conservatrice continue à faire du Bloc québécois l'ennemi à abattre.

Hier, l'homme de confiance de Kim Campbell au Québec, Jean Charest, a décidé de partir le bal en défiant le chef du Bloc québécois de le confronter lors d'un débat portant uniquement sur la place et les intérêts du Québec.

«On veut faire un vrai débat sur les enjeux comme l'économie et l'emploi. Le Bloc veut faire un autre débat. Alors on dit: qu'on le fasse entre Québécois», a défié M. Charest qui prenait la parole hier devant une centaine de militants réunis à Anjou pour la présentation de l'équipe de candidats conservateurs de la région de Montréal.

Visiblement pressé de gagner du terrain au Québec là où Mme Campbell n'émeut pas les foules, M. Charest a dit que la question touchant le Québec ne pouvait être débattue ailleurs qu'au Québec.

«Mme Campbell débattrait en français et en anglais,

VOIR PAGE A 10: CHAREST

**Hanane Achraoui au DEVOIR**

## Avant cinq ans, un État palestinien

C'était samedi la grande fête juive du Pardon, mieux connue sous le nom de Yom Kippour. Vingt ans après la célèbre «Guerre du Kippour» de 1973 qui avait vu Israël mettre victorieusement la Syrie et l'Égypte en échec, l'air est désormais à la paix dans cette région du monde. Ce même week-end, LE DEVOIR rencontrait la figure palestinienne sans doute la plus connue après Yasser Arafat: Mme Hanane Achraoui. Au cours de cette entrevue, Mme Achraoui a prédit que les événements vont bientôt se précipiter au Proche-Orient, et que les échéances prévues dans les textes vont être bousculées.

JOCELYN COULON  
ENVOYÉ SPÉCIAL

Ramallah — Au carrefour central de Ramallah, des soldats israéliens surveillent la circulation à l'ombre d'un grand drapeau palestinien qui claque au vent, en ce samedi de la fête juive de Yom Kippour. Encore illégal il y a seulement deux semaines, le déploiement de ce drapeau est à la mesure des changements qui bouleversent le Proche-Orient.

«À Washington, nous avons brisé le cercle infernal de la confrontation qui ne nous a menés nulle part, dit Hanane Achraoui. Maintenant, je ne vois rien qui puisse vraiment arrêter le processus qui



Hanane Achraoui

VOIR PAGE A 10: ACHRAOUI

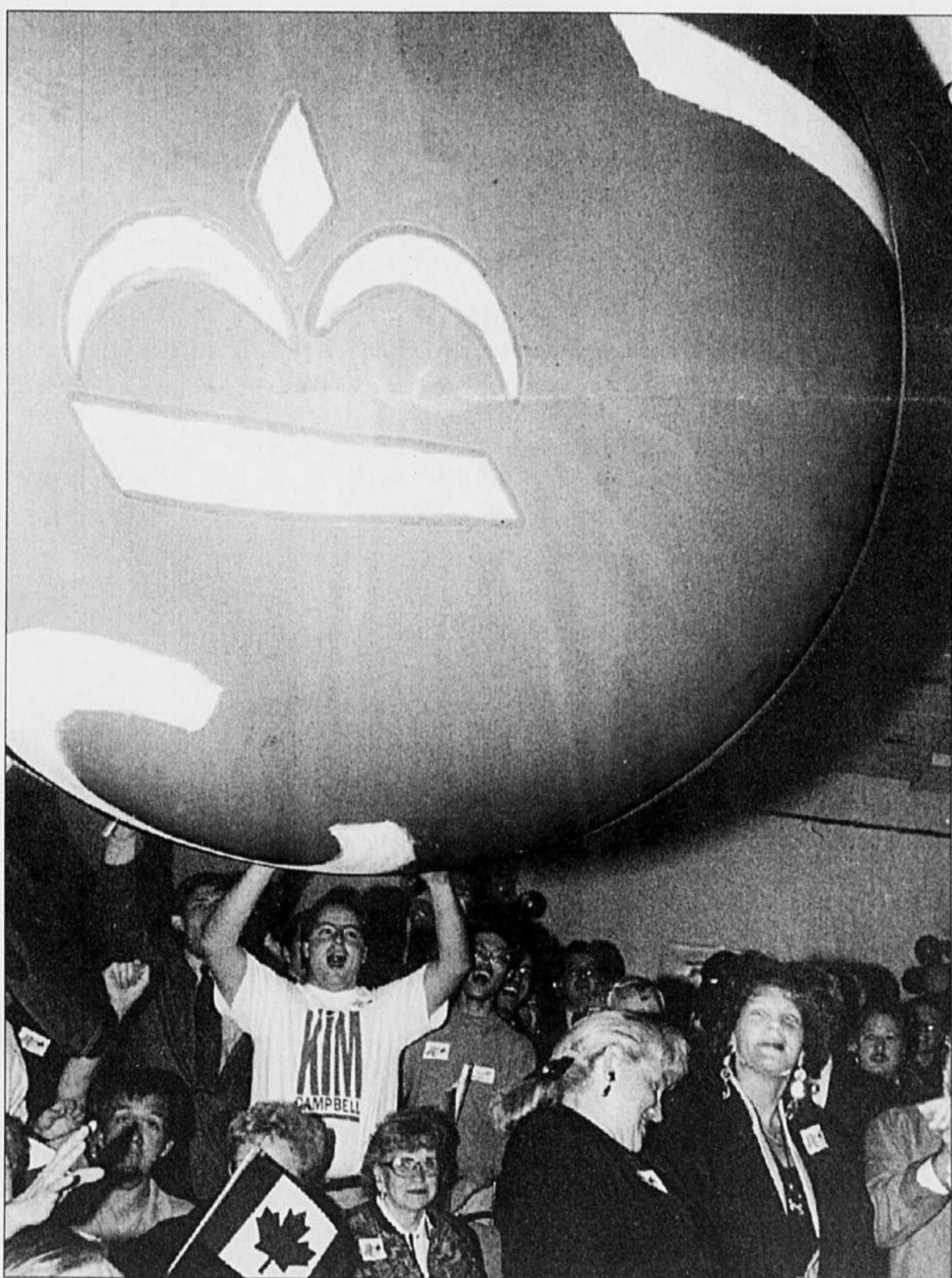


PHOTO JACQUES NADEAU

Les militants conservateurs réunis hier autour de Jean Charest ont symboliquement «dégonflé la ballonne» du Bloc québécois, un immense ballon bleu marqué du logo du parti de Lucien Bouchard. Un ballon qui pourrait toutefois éclater au visage des conservateurs à l'heure où les derniers sondages font littéralement gonfler les espoirs des bloquistes au Québec.

## Une petite réforme constitutionnelle?

*Les Français l'envisagent sans angoisse*

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

D'abord, on n'y croit pas. Ensuite, on se dit qu'il y a peut-être des pays capables de réformer leur Constitution sans piétiner de drapeaux ou provoquer de guerre civile. C'est le cas de la France qui devrait avoir amendé la sienne d'ici la fin de l'automne. Le Conseil d'État, sorte de comité juridique consultatif, a en effet recommandé jeudi soir au gouvernement d'aller de l'avant concernant le droit d'asile.

Le Conseil donne ainsi le feu vert à la réforme de l'immigration du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, bloquée le 13 août par le

Conseil constitutionnel. Plusieurs articles de la loi avaient alors été jugés inconstitutionnels. En particulier, celui permettant de rejeter automatiquement la demande d'asile d'un étranger à qui un autre pays de la Communauté européenne (signataire des accords de Schengen sur la libre circulation des personnes) aurait déjà refusé le statut de réfugié.

Au-delà du débat d'experts — faut-il réformer la Constitution ou une simple loi suffirait-elle? —, la réforme cristallise le débat sur l'immigration clandestine. Celui que ses ennemis surnomment Charlie-la-terreur ne vise rien de moins que «l'immigration clandestine zéro».

VOIR PAGE A 10: RÉFORME

**INDEX**

Les Actualités...A2	Idées.....A9
Agenda culturel...B8	Le Monde.....A5
Annonces classées...B6	Mots croisés.....A6
Avis publics.....A6	Politique.....A4
Culture.....B10	Les Sports.....A7
Économie.....B3	Religions.....B2
Éditorial.....A8	Tourisme.....B4
Entrevue.....B1	



**Météo**  
Nuageux  
Max.: 16  
Détails en B2

• LES ACTUALITÉS •

# Chrétien n'annonce ni gel ni hausse des impôts

«Mais faire une promesse éternelle, c'est un peu exagéré»

MICHEL HÉBERT  
PRESSE CANADIENNE

Scarborough, Ontario — Pas question pour le chef libéral Jean Chrétien d'imiter sa rivale Kim Campbell en promettant un gel des impôts. Un tel engagement est irréaliste et risquerait de décevoir la population, a-t-il indiqué hier à Scarborough, en banlieue de Toronto.

«Mulroney a dit ça en 1984 et il a augmenté les impôts 38 fois», a déclaré M. Chrétien. «Lorsque Kim Campbell l'a dit, a-t-il enchaîné, les gens ont levé les épaules.»

Jean Chrétien refuse de faire une telle promesse.

«Je n'ai pas l'intention d'augmenter les impôts, s'est-il contenté de dire, mais personne ne peut dire ce qui va arriver au cours des cinq prochaines années.»

Il a toutefois souligné que son programme ne prévoit pas une hausse du fardeau fiscal des Canadiens.

«Mais faire une promesse éternelle, c'est un peu exagéré», a nuancé le leader libéral. Il a expliqué qu'un tel engagement risque de dégoûter la population. L'ex-président des États-Unis, George Bush, a payé le prix fort pour ne pas avoir respecté sa parole à cet égard, a-t-il rappelé.

Jean Chrétien a par ailleurs sommé Mme Campbell d'expliquer comment elle réduira le déficit à zéro tout en préservant les programmes sociaux sans augmenter les impôts.

«Je lui demande très solennellement de nous dire la semaine prochaine ce qu'elle fera des programmes sociaux», a déclaré Jean Chrétien.

La première ministre dévoilera d'ici peu ses politiques relatives au déficit et aux programmes sociaux.

## Grandiose avenir

C'est dans les circonscriptions multi-ethniques de la banlieue de Toronto que le chef libéral a bouclé hier une tournée de deux jours en Ontario. Partout, il a vanté son programme électoral grâce auquel, a-t-il soutenu, le Canada entrera fièrement dans le 21<sup>ème</sup> siècle.

«Nous avons un avenir grandiose», a-t-il dit aux quelque 500 personnes réunies en matinée au Centre communautaire arménien, à North York.

M. Chrétien et son épouse, Aline, y ont été chaleureusement accueillis. Une chorale d'écoliers a chanté l'O Canada en anglais et en français. De jeunes filles leur ont dédié une danse traditionnelle. Lui a reçu une pein-



Jean Chrétien et son épouse Aline dégustant hier des mets arméniens à Scarborough, en banlieue de Toronto.

PHOTO PRESSE CANADIENNE

ture, elle, une gerbe de roses.

Plus tard, dans un petit magasin de tapis de West Hill, il a jassé avec des gens d'affaires qui l'ont prié d'éliminer la TPS, de forcer les banques à assouplir leurs règles de financement et de favoriser les minorités dans les achats gouvernementaux. Un jeune homme a failli éclater en sanglots en parlant de ses problèmes financiers.

Outre le remplacement de la TPS, Jean Chrétien n'a rien promis. Il a rappelé un slogan qu'il a utilisé il y a trente ans dans Saint-Maurice: «Je ferai mon possible.»

A Scarborough, plus de deux cents parti-

sans libéraux l'ont écouté et applaudi. Ils ont cerné son autobus, heureux de le voir.

«Une élection permet aux gens de s'exprimer», leur a-t-il dit en les invitant à entrer avec lui dans le prochain siècle et de mettre fin à «neuf années de désespoir».

Les libéraux espèrent des gains importants en Ontario. En 1988, les conservateurs ont raflé 27 circonscriptions avec une majorité de moins de dix pour cent. Don Valley North, par exemple, a échappé aux libéraux par 1,4 pour cent des voix en 1988. Jean Chrétien y était hier. Aujourd'hui il sera à Montréal.



# Bouchard réclame «tout de suite» le TGV entre Québec et Windsor

Rivière-du-Loup (PC) — Le TGV doit voir le jour sur le corridor Québec-Windsor; les tergiversations ont assez duré, estime le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard.

M. Bouchard s'adressait hier à un auditoire de 200 citoyens de Rivière-du-Loup, heureux d'entendre le chef bloquiste leur parler de développement économique régional en plus de souveraineté.

C'est en effet Bombardier, à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, qui détient la licence du Train à grande vitesse. Et Bombardier emploie dans le comté quelque 1100 personnes.

Pour le chef du Bloc québécois, la réalisation du projet de train à grande vitesse permettrait de créer de l'emploi, de valoriser le transport en commun tout en assurant la relance du développement régional.

«Il faut qu'il y ait un TGV entre Québec et Windsor. Si ce n'est pas aujourd'hui, on le fera plus tard, mais il sera peut-être trop tard et ce sera plus cher. On aura laissé passer des occasions. C'est tout de suite qu'il le faut.»

Si le train n'attire guère les gens jusqu'ici, c'est parce que les équipements de Via Rail sont vétustes, répliquait M. Bouchard, qui est persuadé qu'un train rapide et fonctionnel peut attirer une clientèle fidèle. «Ça per-

mettrait justement de ramener les gens vers le train, de créer un transport en commun rentable et respectueux de l'environnement.»

M. Bouchard s'est servi de l'exemple du rail pour montrer encore une fois l'iniquité du régime fédéral envers le Québec.

Ainsi, de 1983 à 1992, le fédéral a investi dans le réseau ferroviaire 9,5 milliards\$ dans l'Ouest canadien, 5,6 milliards\$ en Ontario et dans les Maritimes, mais seulement 1,4 milliard\$ au Québec. «Notre réseau ferroviaire a reçu (seulement) 12 pour cent des investissements fédéraux», déplorait-il.

C'est ce qui lui fait dire qu'un investissement conjoint dans le train à grande vitesse constituerait «un bien petit rattrapage» pour le Québec.

M. Bouchard estime que ce projet de TGV ne peut plus attendre et a déjà suffisamment souffert des tergiversations gouvernementales. «Plus personne ne prend de décision à Ottawa et à Québec», dénonçait-il.

Le TGV est un projet de 7,5 milliards\$ étalé sur une période de 10 ans. Sa réalisation créerait 80,000 emplois directs et 40,000 indirects. Il serait financé à 70 pour cent par le secteur privé, le reste étant financé conjointement par le Québec, l'Ontario, Ottawa et le CN.

## Le Bloc n'est pas le Parti rhinocéros

Rivière-du-Loup (PC) — En comparant le Bloc québécois au Parti rhinocéros, la première ministre Kim Campbell démontre qu'elle ne comprend rien aux Québécois, qui jadis voulaient ainsi exprimer leur désabusement face à la politique fédérale.

Le chef bloquiste Lucien Bouchard a été irrité des propos tenus samedi par la dirigeante conservatrice, y percevant une profonde incompréhension des Québécois et de leur ras-le-bol du fédéralisme.

M. Bouchard prononçait un discours, dimanche matin, devant 200 citoyens de Rivière-du-Loup rassemblés dans une polyvalente.

Le Parti rhinocéros, explique-t-il, c'était pour canaliser le vote des désabusés, de ceux qui ne disposaient

d'aucune option conforme à leurs convictions à Ottawa, explique M. Bouchard. «Il y avait quelque chose de sain là-dedans. Aujourd'hui, les Québécois n'ont plus envie de rire, Mme Campbell; ils ne trouvent plus ça drôle la politique fédérale. Les Québécois en ont sougé des inéquités du fédéralisme et du déficit colossal», avertit-il.

La comparaison du bloc et des rhinocéros démontre que Mme Campbell «n'a pas compris» et méconnaît le Québec. Elle «n'a pas compris la profondeur du rejet du régime fédéral».

Les gens veulent un grand ménage, un balayage. Et Mme Campbell, elle, n'a pas encore compris que «le Bloc n'est pas une farce, n'est pas une frivolité».

# McLaughlin divulgue un «plan secret» des conservateurs mettant la hache dans les programmes sociaux

Winnipeg (PC) — Audrey McLaughlin a divulgué hier ce qu'elle affirme être la preuve d'un plan secret du Parti conservateur visant à couper les budgets dans des programmes sociaux comme les pensions de vieillesse et l'assurance-chômage.

La leader néo-démocrate a rendu public un document marqué «secret» et obtenu grâce à une fuite, qui explique les actions déjà entreprises. Il est aussi dit que certaines d'entre elles ne doivent pas faire l'objet de discussions d'ici les élections du 25 octobre.

Parmi les changements envisagés, se trouve:

- une autre réforme de l'assurance-chômage;
- une réforme du programme fédéral par lequel Ottawa aide les provinces à défrayer les coûts de l'assistance sociale et les subventions destinées aux garderies;
- des programmes gouvernementaux d'aide aux immigrants;
- des programmes pour les personnes âgées.

«D'après moi, il est clair que les conservateurs ont peur de faire preuve d'honnêteté vis-à-vis des Canadiens avant les élections parce qu'ils ont l'intention de couper... les programmes sociaux au Canada», a déclaré Mme McLaughlin à des journalistes à la suite d'une allocution prononcée de-

vant la Fédération des travailleurs du Manitoba. Le document en question ne propose pas de changements précis. L'assurance-chômage et les programmes sociaux y sont toutefois décrits comme un «fardeau de l'économie» et ajoute que l'aide aux aînés et à ceux qui ne sont pas en mesure de travailler nécessite des changements.

D'après le chef des néo-démocrates, le Parti conservateur s'approprie à prendre une attitude sans merci dans ce dossier. Ce sera ainsi le retour à l'époque, par exemple, où la plupart des gens âgés devaient faire face à la pauvreté.

Un porte-parole du ministre de l'Emploi et de l'immigration Bernard Valcourt a indiqué que ce dernier n'était pas au courant de la nature exacte du texte dévoilé par le parti de Mme McLaughlin. Il se peut toutefois que le document ait été préparé par des fonctionnaires du ministère que dirige M. Valcourt.

«Sous le NPD et les libéraux, la fonction publique décide des politiques générales. Avec un gouvernement de Kim Campbell, nous demeurerons responsables vis-à-vis de l'électorat pour tout ce qui concerne les questions de programmes sociaux», a souligné Justin de Beaucamp.

Mme McLaughlin n'a pas dit comment le document avait été obtenu, ni par qui il avait été rédigé, ni à qui il était destiné. Elle ne s'en est pas directe-

ment servi non plus au cours d'une allocution parfois évasive insistant sur la nécessité de sauvegarder les soins de santé publics. Une salle de quelque 600 syndiqués constituait un auditoire déjà convaincu.

Daté du 21 juillet et portant la mention du ministère de M. Valcourt, le dossier invoqué ne fournit aucune autre précision quant à son origine.

Le simple fait qu'il existe pourrait toutefois représenter une source d'ennui pour la première ministre Kim Campbell.

La semaine dernière, elle a déclaré qu'une campagne électorale n'était pas le moment de discuter de réformes concernant des questions complexes comme la protection assurée par les programmes sociaux. Le lendemain, Mme Campbell a promis de dévoiler au cours de cette semaine les principes sous-jacents d'une réforme dans ce domaine.

Le gouvernement conservateur a déjà été la cible de groupes de pression qui lui reprochent de ne pas divulguer avant même les élections une étude qui a été rédigée l'hiver dernier à l'intention du gouvernement par Bernard Valcourt et Benoît Bouchard.

Le document auquel a fait allusion la leader néo-démocrate précise très bien ce qui devrait être divulgué avant et après les élections.

## Succession de Bourassa

# Huit députés donnent leur appui à Johnson

PRESSE CANADIENNE

Huit députés du Parti libéral du Québec se sont déclarés hier ouvertement favorables à la candidature du président du Conseil du trésor, Daniel Johnson, à la succession de Robert Bourassa. André Beaudin, de la circonscription de Gaspé, Louise Bégin, de Bellechasse, Jacques Chagnon, député de Saint-Louis, Réal Gauvin, de Montmagny-L'Islet, Serge Marcell, de Salaberry-Soulages, Russell Williams, de Nelligan, Robert Lesage, de Hull et Robert Thérien, de Rousseau-Bertrand, ont tenu à manifester leur appui à M. Johnson. «Daniel Johnson possède toutes les qualités requises pour bien gérer les affaires sociales et fiscales du Québec», a déclaré Russell Williams. «Il a toujours démontré beaucoup de respect pour toutes les classes de la société», a renchéri Serge Marcell.

vaillants du Québec (FTQ) a dénoncé le président du Conseil du trésor pour son refus de permettre que la loi de la santé et de la sécurité du travail s'applique au secteur public et parapublic et à ses centaines de milliers d'employés.

**ROBIC**  
DEPUIS 1992  
AGENTS DE BREVETS ET MARQUES  
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE  
**LEGER ROBIC RICHARD**  
AVOCATS  
55, ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC, H2Y 3K2  
Fax: (514) 845-7874 Tél.: (514) 845-0044  
La maîtrise des intangibles

**RÉSULTATS**  
Loto-Québec

GAGNANTS		LOTS	
6/6	3	885 650,00 \$	
5/6+	2	398 542,50 \$	
5/6	219	2 911,70 \$	
4/6	13 715	89,10 \$	
3/6	268 684	10,00 \$	
Vente totale: 17 779 422,00 \$		Prochain gros lot (approx.): 2 100 000,00 \$	
Prochain tirage: 93-09-29			

GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	22 487,70 \$	
5/6	55	681,40 \$	
4/6	2 083	33,60 \$	
3/6	27 965	5,00 \$	
Ventes totales: 916 018,00 \$		Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$	

NUMÉROS		LOTS	
525820	100 000 \$		
25820	1 000 \$		
5820	250 \$		
820	50 \$		
20	10 \$		
0	2 \$		

**Extra** TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**LE PUBLICITÉ-CLUB DE MONTRÉAL PRÉSENTE**

## LA PUBLICITÉ POLITIQUE DÉJEUNER-CAUSERIE

JEUDI 30 SEPTEMBRE 1993

Venez voir les campagnes publicitaires des partis en lice et partagez les commentaires de nos conférenciers.

**DANIEL LATOUCHE**  
Consultant à l'INRS-Urbainisation, professeur, politologue et journaliste bien connu au pays, Daniel Latouche, B.Sc., Ph.D., regarde de près le paysage socio-politique au Canada et au Québec depuis 1964. Ses commentaires et analyses sont recherchés tant pour leur pertinence que pour leur piquant.

**ROGER TREMBLAY**  
Vice-président Création, concepteur-rédacteur senior, PALM Publicité Marketing Inc. 20 années d'expérience dans la publicité. Premier gagnant d'un Lion d'Argent (Cannes) au Québec. 26 grands prix publicitaires locaux et internationaux à son actif. Maîtrise l'art de créer des publicités émouvantes et puissantes qui rejoignent le consommateur québécois.

**DATE** 11 h 30  
Jeudi 30 septembre  
Hôtel Bonaventure  
Hilton

**COUT** Membres: 45 \$  
Non-membres: 60 \$  
Table de 10: 450 \$  
Taxes en sus

**RÉSERVEZ DES MAINTENANT**  
Le Publicité-Club de Montréal  
Tél.: 875-2565

# ACTUALITÉS

## La vie après Biosphère

**AMAIGRIS** mais satisfaits de leur expérience d'autarcie, les huit participants au projet «Biosphère-2» ont quitté hier matin l'immense dôme de verre sous lequel ils séjournèrent depuis deux ans en plein désert de l'Arizona, à une cinquantaine de kilomètres de Tucson. Quelque 2500 personnes, curieux et journalistes, les ont accueillis à leur sortie de cette serre de verre et d'acier d'une superficie de 1,3 hectare. L'équipe responsable du projet - d'un coût total de 150 millions de dollars - comprenait un seul médecin. Tous ses membres, âgés de 29 à 69 ans, avaient accepté de respecter l'unique contrainte sociale imposée pour cette expérience de survie en milieu artificiel: l'absence de grossesse. Depuis, tous ont gardé le silence sur les possibles disputes ou aventures intervenues depuis le 26 septembre 1991. En l'espace de deux années, les huit «cobayes» de Biosphère-2 ont perdu en moyenne 13,65 pour cent de leur poids après s'être soumis à un régime composé de pommes de terre douces, de riz, de banane et de blé, et, occasionnellement, d'œufs, de poulet et de café. Malgré ce régime draconien et la fatigue mentale liée à cette forme d'enfermement, les membres de l'équipe se sont montrés satisfaits des conditions de l'expérience.



## Scoop II et Shehawah, champions des Gémeaux 93

**PRESSE CANADIENNE**  
La dramatique *Scoop II* a récolté quatre prix, hier soir, lors de la huitième soirée des Gémeaux. La série d'aventures de journalistes a mérité le prix du meilleur texte d'une dramatique, de deux rôles de soutien et de la meilleure série dramatique. *Shehawah*, l'histoire du rapt et de la conversion forcée d'une jeune Mohawk, en 1668, a obtenu deux trophées (réalisation et musique), lors du gala diffusé à Radio-Canada, depuis la Place des Arts. Mais son total de six, atteint grâce aux quatre trophées obtenus mardi dernier, est le plus élevé de toutes les productions en lice. Le duo d'Angèle Coutu et Jean Besré, dans le feuilleton *Jamais deux sans toi*, a réuni les deux prix de premiers rôles dans un téléroman. Jacqueline Barrette a remporté le prix d'un premier rôle dans une dramatique, celui de *Madame la Bolduc*, un portrait de la turluteuse Mary Travers diffusé à l'origine à Super Ecran (SE).

Jacques Godin a gagné le prix homologue côté masculin, pour son rôle dans *La charge de l'original épormyable*. Dans le partage par diffuseurs, Radio-Canada a été beaucoup plus hégémonique, amassant cette fois 50 des 62 prix compétitifs, soit au total du gala (21) et d'une première remise (41), mardi dernier. Radio-Québec suit avec huit prix en tout, les chaînes câblées Canal Famille (Télé-Pirate) et Musique Plus (Rockambolique du Quiz) un chacune, tout comme TVA. Le réseau privé a décroché son unique trophée avec le duo Richard Garneau et Paul Houde, au titre de l'animation en sports pour les Jeux olympiques de Barcelone. «Il est presque aussi difficile pour TVA de gagner un prix qu'une Canadienne l'or en nage synchronisée», a observé Houde en allant au lutrin. «Les juges doivent être Brésiliens», dit-il dans une allusion à Sylvie Fréchette. Des 21 trophées de dimanche au gala, 16 sont allés à RC, deux à Radio-Québec, un à TVA, un à SE et un à Canal Famille.

## CHAREST Un mot contre Chrétien

SUITE DE LA PAGE 1

mais le débat que M. Bouchard propose ne concerne pas les gens de la Saskatchewan. C'est insensé. Sur l'option qu'il propose, il doit en débattre avec les Québécois», a insisté M. Charest. On l'admet d'ailleurs d'emblée au Parti conservateur, il faut quel'un sur le terrain quotidiennement pour faire échec à Lucien Bouchard, dont toutes les énergies sont déployées au Québec.

«Le Canada est un grand pays. Mme Campbell fait tout le pays. C'est sûr que M. Charest a un grand attrait pour les Québécois, alors on va l'utiliser. Sur une base quotidienne, c'est bien évident que M. Charest est en meilleure position de communiquer avec les Québécois que Mme Campbell», a concédé hier le ministre des Transports, Jean Corbeil, qui recevait tout ce beau monde dans son comté d'Anjou-Rivière-des-Prairies.

Devant ses militants, Jean Charest a d'ailleurs réservé toutes ses flèches au leader du Bloc. L'assemblée s'est ouverte par le dégonflage symbolique d'un immense ballon bleu arborant l'insigne du parti de Lucien Bouchard. «Le moment est venu de dégonfler le ballon du Bloc. Le Québec a à choisir entre l'illusion ou la réalité», a lancé le vice-premier ministre.

M. Charest ne trouve pas son offre de débat farfelue, même s'il n'est pas chef de sa formation politique, contrairement à M. Bouchard.

Tenant par tous les moyens de miner la crédibilité de M. Bouchard, Jean Charest répond à cela que le chef du Bloc n'est que la marionnette de Jacques Parizeau, «le géant de la succursale du Parti québécois à Ottawa».

«Il faut arrêter de se faire des illusions et des mascarades sur ce que représente M. Bouchard. Il est le "second" de M. Parizeau», a-t-il lancé.

Dans sa charge contre «les chevaliers de l'indépendance», le vice-premier ministre a soutenu que M. Bouchard avait été absent lors de 82% des votes déterminants aux Communes.

Ceux qui se targuent de défendre les intérêts du Qué-

bec se sont opposés à l'accord de libre-échange, ont voté contre les 35 millions\$ versés à l'Agence spatiale de Saint-Hubert et contre les déductions fiscales pour enfants, a exposé M. Charest. «Est-ce comme ça qu'ils défendent les intérêts du Québec, alors qu'ils ont toujours trouvé une raison ou une excuse pour voter contre les mesures favorables au Québec?», a-t-il tonné.

En n'occupant qu'un coin de la patinoire, celui du Québec, les bloquistes font finir par compter dans leurs propres buts, estime le député de Sherbrooke, Jean Charest s'est plu à répéter qu'outre M. Bouchard, le Bloc québécois n'est qu'un vaste désert, peuplé de candidats inconnus.

Le lieutenant québécois de Kim Campbell n'a réservé qu'un mot à Jean Chrétien, dont les sondages démontrent toutefois une remontée menaçante. Si le même rattrapage se confirme au Québec, c'est pourtant une lutte pour la deuxième place contre les libéraux qui pourrait réserver la fin de la campagne aux conservateurs.

«Jean Chrétien nous propose la formule des années 70, il veut gouverner les yeux fermés et la pédale au fond», s'est borné à dire le vice-premier ministre.

Ce dernier exclut d'ailleurs toute forme d'alliance avec les libéraux dans certains comtés pour bloquer le passage des bloquistes.

Avec sept ministres et 55 députés conservateurs venus du Québec à Ottawa, les conservateurs affirment qu'ils sont mieux placés que quiconque pour défendre les intérêts des Québécois aux Communes.

«Pensez-y, sept ministres sur 24, c'est 30% du cabinet qui est influencé par des Québécois», a lancé le ministre Jean Corbeil.

Pour l'instant, les conservateurs détiennent neuf comtés sur l'île de Montréal, quatre à Laval. Environ une vingtaine dans la grande région de Montréal. Dans plusieurs comtés, le Bloc est la principale menace, croit M. Corbeil, mais dans l'Ouest de l'île et dans Anjou-Rivière-des-Prairies, ce sont les Libéraux qui représentent le plus grand obstacle à la réélection de députés conservateurs.

## AVANCE Les libéraux à 46% en Ontario

SUITE DE LA PAGE 1

publié hier dans *Le Journal de Montréal*, qui accordait 34,3% des intentions de vote aux libéraux, contre 28,4% aux conservateurs, 15,1% au Reform Party et 12,3% au Bloc Québécois.

Les trois sondages du week-end accordent entre 6 et 8% des votes au NPD, un véritable désastre pour cet ex-grand parti national.

Mais les regards étaient particulièrement tournés hier soir vers le Québec, alors que le sondage CROP de Radio-Canada accordait pas moins de 45% des votes au Bloc québécois pour le Québec (Léger et Léger en accordait 42,8% et Gallup 38%).

Au niveau national, les seuls résultats plus élevés que le Bloc au Québec appartiennent aux libéraux, qui rallieraient 50% des suffrages maritimes, et surtout 46% des suffrages ontariens.

Radio-Canada place les conservateurs en deuxième place au Québec, avec 27% des voix, contre 24% pour le PLC, alors que Léger et Léger place plutôt les libéraux en deuxième place, avec 28,2% des voix, contre 22,1% pour le PC. Gallup les place nez à nez. La lutte sera féroce.

Le sondage de Radio-Canada indique par ailleurs que 49% des répondants francophones au pays avaient appuyé le Bloc, 28% les conservateurs et 19% les libéraux. Le DEVOIR ne disposait pas des données permettant d'identifier précisément les intentions de vote des québécois anglophones.

Crop et Environnics ont également interrogé les Canadiens sur les grands sujets de l'heure, et comme l'indiquaient les résultats dévoilés hier sur les ondes de Radio-Canada, tous les Canadiens quels qu'ils soient sont très préoccupés par le chômage, qui demeure la priorité numéro un.

Une grande majorité de Canadiens croient également que Kim Campbell ne tiendra pas sa promesse d'éliminer le déficit d'ici cinq ans, et ils sont convaincus qu'elle continuera les politiques de Brian Mulroney.

Par ailleurs, les Canadiens aimeraient voir élu un gouvernement majoritaire dans une proportion de 49%, et les Québécois eux-mêmes souhaitent, dans une proportion de 52%, un gouvernement majoritaire. Mais autant les Canadiens que les Québécois président, à 67%, l'élection d'un gouvernement minoritaire!

Les maisons de sondage ont également étudié les résultats par provinces. On l'a dit, le Bloc Québécois est très en avance au Québec.

Les libéraux mènent dans les Maritimes, ce qui n'est

QUÉBEC / FIN SEPTEMBRE			
	Radio-Canada	Gallup	Léger & Léger
BQ	45%	38%	42,8%
PLC	24%	29%	28,2%
PC	27%	29%	22,1%
NPD	3%	—	3,5%
Autres	1%	—	3,4%

pas une surprise. Mais il mènent également en Ontario, avec 46% des voix selon Radio-Canada, contre 34% pour les conservateurs, 12% pour le Reform Party et 6% pour le NPD.

Gallup accorde 44% des voix aux libéraux en Ontario, contre 31% pour le parti au pouvoir.

Le Léger et Léger donne 50% des suffrages aux libéraux en Ontario, contre 27% aux conservateurs. Le NPD y serait littéralement aplati, avec 3,8% des voix.

Radio-Canada donne le Reform Party carrément gagnant en Colombie-Britannique, patrie de Kim Campbell, avec 29% des voix, contre 26% pour les conservateurs et 25% pour les libéraux.

Léger et Léger place aussi le Reform Party gagnant en Colombie-Britannique, avec 31,8%, contre 29,6% pour le PC et 17,2% pour le PLC.

Dans les Prairies la lutte est très vive: Radio-Canada accorde 35% aux conservateurs en Alberta, 30% au Reform Party et 25% au libéraux, alors qu'au Manitoba et en Saskatchewan on accorde la priorité aux libéraux, avec 37% des voix, les deux autres formations étant pratiquement nez à nez.

Le sondage Gallup a été réalisé la semaine dernière auprès de 1015 Canadiens et moins de 300 Québécois. Le sondage Léger et Léger a été réalisé du 20 au 23 septembre auprès de 1745 Canadiens et 745 Québécois.

Les différentes maisons évaluent le nombre d'indécis autour de 20%, et les chiffres publiés tiennent compte de la répartition des indécis. Le Parti National de Mel Hurtig est inclus dans la catégorie «autres partis».

## RÉFORME Contrôles plus fréquents

SUITE DE LA PAGE 1

Comment? En resserrant les conditions d'accès aux cartes de séjour et aux permis de travail, en permettant de surseoir à un mariage soupçonné d'être de complaisance et en renforçant les mesures de reconduction à la frontière des étrangers en situation irrégulière.

«Peut-on verrouiller les frontières d'une démocratie?» demandent les opposants à la loi. «Non, répond au DEVOIR le conseiller de Charles Pasqua, Jean-Claude Barreau. Mais on peut décourager les futurs demandeurs d'asile et ceux qui utilisent les subtilités administratives pour rester en France. La France est un des rares pays où l'on peut se voir refuser le statut de réfugié sans courir trop de risques d'être expulsé.»

Méτρο Barbès-Rochechouart, à Paris, les contrôles de police sont plus fréquents depuis que Pasqua est aux commandes. Dans les préfectures, les étrangers doivent montrer patte blanche. La France accueille chaque année environ 130 000 nouveaux arrivants. La majorité vient rejoindre des membres de leur famille ou étudier puisque l'immigration de travailleurs est pratiquement interrompue depuis 1974.

De ce nombre, près du tiers sont des «irréguliers». La plupart n'ont pourtant pas franchi la frontière clandestinement. Il s'agit d'étudiants restés sur le territoire après l'expiration de leur visa, de visiteurs qui ont trouvé un travail au noir ou simplement d'immigrants «égars» dans les dédales de la bureaucratie française. Chaque année, sur les 60 000 demandeurs d'asile refusés, à peine 6000 sont expulsés. Les autres trouvent à s'employer dans les ateliers clandestins du Sentier ou comme domestique dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

«Il fallait faire quelque chose», dit Jean-Claude Barreau. Depuis dix ans, on dit aux Français que l'immigration n'augmente pas. Ils voient bien que c'est faux. C'est la seule façon de barrer la route au Front national!»

Les opposants au projet de loi prétendent de leur côté que les contrôles accrus ne changeront rien et que les trasseries policières risquent, au contraire, d'encourager

les immigrants à entrer dans la clandestinité. Ils citent le cas de l'Angolais André N'Kola qui se serait noyé dans la Seine, le 16 août, en voulant échapper à un contrôle de police. Mais il n'y a guère que les organisations religieuses et de défense des étrangers pour tenir ce discours.

Il régit dans la classe politique un étonnant consensus. L'artisan de la loi, Jean-Claude Barreau, est d'ailleurs un ancien conseiller de François Mitterrand. Il a inspiré les réformes de l'immigration des gouvernements Cresson et Rocard (c'est la neuvième fois que les lois sur l'immigration sont modifiées depuis 1981). Ce dernier avait déjà déclaré: «La France ne peut accueillir toute la misère du monde». Charles Pasqua se plaît à le rappeler. De son côté, François Mitterrand, soucieux de préserver la cohésion nationale, n'a pas jugé bon de s'opposer à une réforme constitutionnelle qui ne touchera pas au préambule de la Constitution qui garantit le droit d'asile à «tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté». Un amendement devrait simplement rendre possible la coopération avec les pays européens.

Si le gouvernement et l'opposition ont choisi de ne pas croiser le fer, c'est aussi parce qu'ils savent que la population soutient Pasqua. Un sondage de l'Institut français de l'opinion publique révélait récemment que 80% des immigrants y sont favorables. 62% d'entre eux vont même jusqu'à approuver un renforcement des contrôles d'identité dans la rue! Les quatre millions d'étrangers qui vivent sur le territoire français ont le sentiment que l'immigration irrégulière ne peut que leur nuire à long terme.

Le Conseil des ministres a adopté mercredi une nouvelle version du projet de loi sur l'immigration qui tient compte de objections du Conseil constitutionnel. Quant à la réforme de la Constitution, elle devrait être votée par l'Assemblée nationale et le Sénat dans quelques semaines, avant d'être adoptée à la majorité des trois cinquièmes du Congrès (qui réunit les députés et les sénateurs).

À la fin de l'automne, les Français devraient donc clore le débat constitutionnel et passer à autre chose. Un scénario qui, ailleurs, pourrait sembler surréaliste.

## ACHRAOUI Sereine mais épuisée

SUITE DE LA PAGE 1

aboutira à la création d'un État palestinien.»

Sereine, mais épuisée de son propre aveu, la porte-parole la plus célèbre de la cause palestinienne après Yasser Arafat n'hésite pas à prédire que les négociations israélo-palestiniennes sur le statut définitif de Gaza et de la Cisjordanie pourraient bien s'accélérer, écourtant ainsi la période intermédiaire de cinq ans que se sont données les deux parties pour en arriver à un règlement de leurs différends.

Lors d'une entrevue au DEVOIR dans sa résidence de Ramallah, Mme Achraoui a esquissé les prochaines étapes qui vont marquer le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. Toujours souriante et posée, l'universitaire palestinienne a aussi évoqué son propre avenir.

«Si tout va bien d'ici aux élections d'un Conseil autonome palestinien en mai ou juin prochain, les deux parties ont tout le loisir d'enclencher rapidement les discussions sur l'avenir de l'entité palestinienne, dit-elle. L'accord de Washington le permet et la période intermédiaire n'est pas coulée dans le béton. Bien au contraire.»

### Ne pas brûler les étapes

Mme Achraoui indique toutefois que les Palestiniens n'ont pas l'intention de brûler les étapes et risquer ainsi un dérapage. Pour le moment, les leaders palestiniens veulent établir, dans la bande de Gaza et à Jéricho, des institutions et un «gouvernement» qui pourront dans quelques semaines prendre la relève des autorités israéliennes.

À la mi-octobre, l'accord israélo-palestinien entre en vigueur et un partage des pouvoirs en matière d'éducation, de culture de santé, d'affaires sociales, de tourisme et de taxation directe, devrait s'effectuer. Ce transfert sera suivi du retrait, d'ici six mois, des forces militaires israéliennes à Gaza et à Jéricho.

La porte-parole de l'OLP n'aime pas le mot «gouvernement» qui effraie tant les politiciens israéliens. Elle parle plutôt d'un «Conseil intermédiaire» qui fusionnera les leaders palestiniens de l'extérieur et de l'intérieur. Elle estime vitale la constitution d'un tel conseil, qui mettra fin au double pouvoir qui existe présentement au sein de l'OLP entre les dirigeants à Tunis et ceux des territoires occupés.

La prochaine étape, dit-elle, sera de montrer aux Israéliens et au monde que les autorités palestiniennes peuvent contrôler la situation sur le terrain. Elle est très consciente que la tâche sera rude. La semaine dernière, un dirigeant de l'OLP a été assassiné à Gaza et les colons israéliens de Cisjordanie ont permis de tout faire pour empêcher la création d'un État palestinien.

«Il y a des opposants dans les deux camps, dit-elle. Je pense toutefois qu'Israël aura plus de problèmes avec les colons que nous avec les Palestiniens qui rejettent l'accord. Partout où je vais, les opposants palestiniens m'ont

juré que la violence était une chose du passé. Je veux bien le croire.»

### Aucune alternative concrète

Mme Achraoui souligne que ces opposants, tant israéliens que palestiniens, n'ont rien à offrir de concret pour mettre fin au conflit israélo-palestinien.

«Ils sont enfermés dans une logique de peur palestinienne, dit-elle. Celle qui empêche toute initiative. Nous aussi, nous avons peur, mais c'est une peur positive, celle qui permet de voir les enjeux, d'éviter les pièges et de maximiser les opportunités. Nous savons bien, qu'aujourd'hui, il n'y a pas de solution totale à la tragédie palestinienne. Mais, au moins avec cet accord, nous avançons.»

Sur les questions des réfugiés et du statut de Jérusalem, Mme Achraoui se montre prudente et ferme. Elle estime qu'Israël doit reconnaître que les réfugiés de 1948 ont des droits et que leur sort devra faire l'objet d'une négociation. «Il y a différentes manières de résoudre ce problème», dit-elle sans plus de précision.

Mais elle est plus directe sur Jérusalem-Est. «Jérusalem-Est est une composante essentielle de notre identité, dit-elle. Nous ne pouvons pas abandonner cette ville. Les Israéliens peuvent bien tenter d'en faire un ghetto, de l'encercler, de confisquer des terres, de construire des habitations, ils ne parviendront pas à nous expulser.» Cela dit, elle ne pense pas que le problème de Jérusalem soit insurmontable.

«La ville est déjà séparée, dit-elle. Trouvons un arrangement qui permette aux deux communautés de vivre côte à côte tout en préservant l'autonomie de chacune.» La porte-parole palestinienne indique que les Israéliens ont fait un pas en accordant le droit de vote aux Palestiniens de la ville et en acceptant de parler du statut de la partie est.

Evoquant le sort des colons juifs installés dans les territoires occupés, Mme Achraoui estime qu'ils devront choisir entre accepter l'autorité d'un pouvoir palestinien indépendant ou partir s'installer en Israël.

«Le sort des colons ne doit pas empêcher la conclusion d'un règlement global entre Israéliens et Palestiniens, dit-elle. Après tout, il s'agit là d'une minorité, parfois violente, mais d'une minorité. Je pense que la plupart des colons choisiront de partir.»

La bande de Gaza compte 5000 colons sur une population totale de 800 000 habitants. En Cisjordanie, ils sont 120 000 sur un million d'habitants et 153 000 à Jérusalem-Est.

Après deux ans de laborieuses négociations avec les Israéliens, Hanane Achraoui a-t-elle le goût de demeurer sous les feux de la rampe?

«Il est trop tôt pour répondre, dit-elle. Je n'aime pas la vie publique et je ne veux pas devenir politicienne. Mais, il reste beaucoup à faire et j'ai le sens du devoir.»

Professeur de littérature anglaise à l'université de Birzeit, en face de Ramallah, elle aimerait bien retourner à ses livres.

### LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30  
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333  
ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS (514) 985-3344  
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344  
PUBLICITÉ (514) 985-3399  
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

• Extérieur (sans frais) •  
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI  
À DE 7H30 À 16H30  
2050, RUE DE BLEURY, 9<sup>E</sup> ÉTAGE,  
MONTREAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS  
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour  
le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.  
Montréal (514) 985-3355